



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

TRAJECTOIRE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'EMPLOI DE BOULOGNE-SUR-MER





TRAJECTOIRE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'EMPLOI DE BOULOGNE-SUR-MER

Directeur de publication : Jean-François BÉNÉVISE
Rédacteur en chef : Bruno CLÉMENT-ZIZA
Rédacteurs : Brigitte LECOINTE, Patrick MICHALIK
Ont collaboré : Chantal LECLERCQ,
Nathalie THIEULEUX
Graphisme : Gilles VIDAL
Crédits photo : Comité Régional de Tourisme
Nord - Pas-de-Calais (www.crt-nordpasdecalais.fr),
Anne-Sophie FLAMENT, Eric DESAUNOIS, Colibri

Boulogne-sur-Mer - Nausicaa ►
© Anne-Sophie Flament

ATOUS

- Boulogne-sur-Mer est le 1^{er} port de pêche français et la 1^{ère} plateforme européenne de transformation du poisson
- Présence de structures de recherche et de transfert : Pôle de compétitivité AQUIMER, IFREMER, CEPVM, ANSES
- Implantation d'entreprises étrangères
- Appareil de formation dédié à la filière halieutique
- Port de plaisance : 470 anneaux
- 3 pôles d'attraction touristique régionaux : Nausicaa, l'un des sites touristiques les plus visités au Nord de Paris, le Site des 2 Caps, labellisé Grand site de France et le Parc Naturel Régional

FAIBLESSES

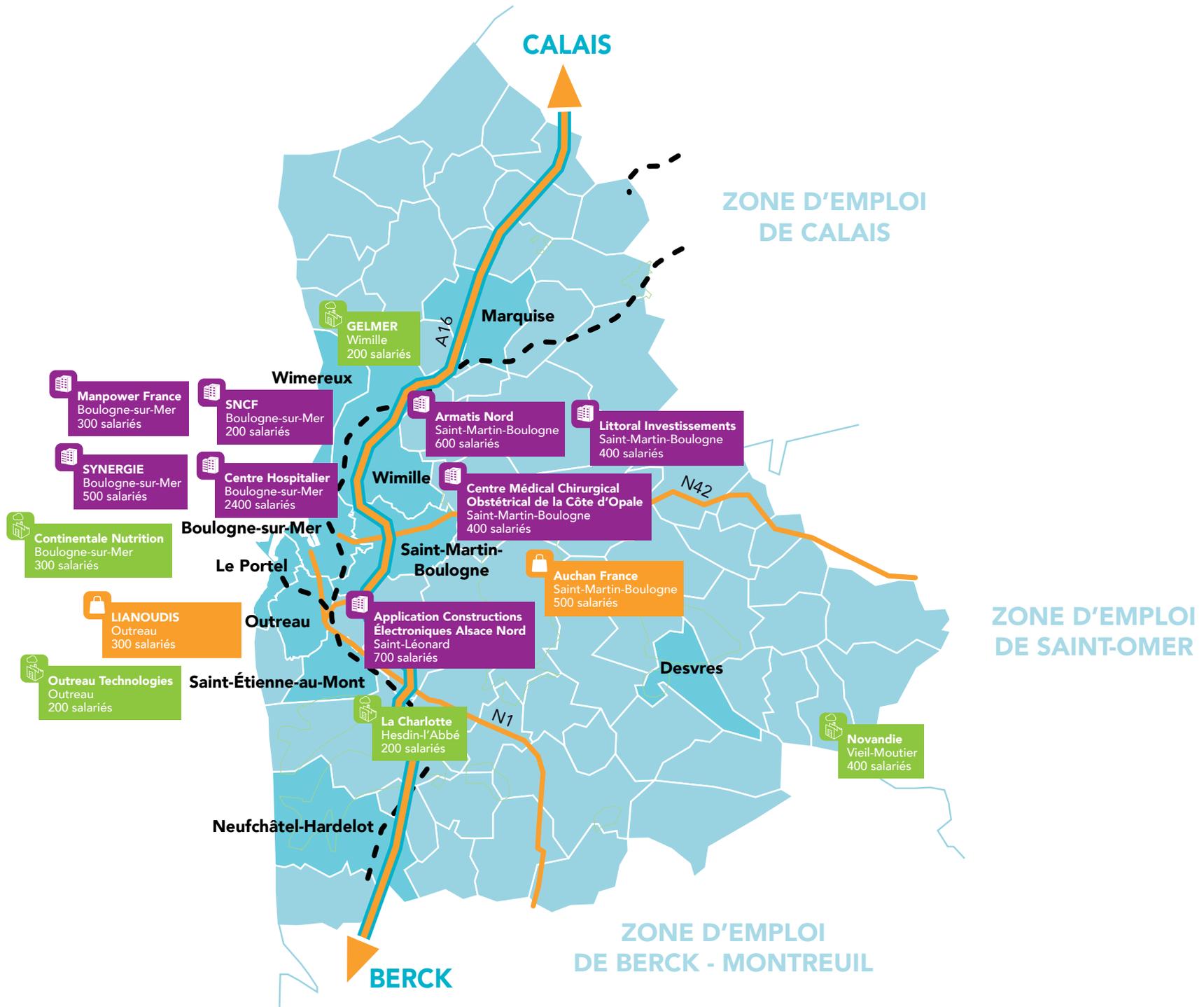
- Des investissements importants à réaliser sur le port pour assurer son développement
- Très forte spécialisation de l'industrie du territoire
- Faiblesse des exportations de la filière halieutique et dans les produits à valeur ajoutée
- Faible niveau de formation de la population

OPPORTUNITÉS

- Optimisation de l'ancien site de COMILOG dédié aux activités industrielles (produits de la mer) et tertiaires annexes pour l'extension de Capécure
- Développement concerté de la façade littorale

MENACES

- Concurrence des pays de l'Europe de l'Est pour toutes les opérations simples de traitement des produits de la mer
- Diminution des ressources halieutiques et concurrence accrue des pays hors de la CEE
- Peu de relais de croissance en dehors du complexe industrialo-portuaire



1

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE D'EMPLOI DE BOULOGNE-SUR-MER

La zone d'emploi de Boulogne-sur-Mer est constituée de 75 communes sur une superficie de 640 km². Elle est en grande partie couverte par le Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale, à l'exception des 5 communes les plus urbanisées, Boulogne-sur-Mer (42 700 habitants, 8^e rang régional), Outreau (14 500 habitants, 42^e rang régional), Le Portel, Saint-Martin-Boulogne, Saint-Léonard). La densité du territoire de 253 habitants par km² est inférieure de -20 % à celle de la région.

Parmi les équipements structurant cet espace, le port de Boulogne-sur-Mer joue un rôle primordial par ses qualités de 1^{er} port de pêche français (33 000 tonnes de pêche fraîche) et de 1^{ère} plateforme européenne de transformation des produits de la mer générant d'importants flux commerciaux (380 000 tonnes de poissons importées). Le territoire concentre 80 % des entreprises de la filière halieutique régionale principalement à Capécure^[1] procurant près de 8 % des emplois locaux. L'ouverture de l'autoroute A16 possédant un accès direct au port permet de fluidifier les flux passagers et marchandises (la gare routière de marée est la plus grosse d'Europe) et l'accessibilité tant en provenance du nord de la région et de la Belgique que de la région parisienne. La connexion avec l'A26 aux alentours de Calais dessert l'est de la région et du pays. Cet ensemble autoroutier complète le réseau ferré en cours de modernisation notamment pour améliorer la desserte du port de commerce de Boulogne (tunnel ferroviaire de l'Ave Maria).

Les 161 900 habitants de ce territoire en 2011 représentent 4 % de la population du Nord - Pas-de-Calais. Des années 60 à nos jours, l'accroissement de la population de +10 % est comparable à celui de la région. Le point haut est atteint en 1999 et depuis le territoire subit une érosion de -0,8 % (+1,1 % en région) en raison du fort déficit migratoire. C'est l'une des quatre zones d'emploi avec Dunkerque, Maubeuge et Lens - Hénin à perdre de la population sur la période 1999-2011.

Le niveau de formation, mesuré par le diplôme le plus élevé détenu, s'apprécie au même rythme qu'en région. L'indice de formation (voir encadré méthodologique) de la population non scolarisée des 15 ans et plus passe de 0,87 en 1999 à 1,18 en 2010 contre 0,93 à 1,27 pour

le Nord - Pas-de-Calais. Il reste sensiblement inférieur. Les principaux facteurs d'explication sont la plus forte proportion de non diplômés (22 % contre 20 % en moyenne) et le fort déficit de personnes diplômées du supérieur court et surtout long (18 % contre 21 %).

La zone de Boulogne-sur-Mer occupe le 10^e rang en nombre d'emplois, 56 900 dont 35 600 dans les secteurs concurrentiels. L'emploi se répartit en 92 % de salarié (14 % dans l'industrie, 6 % dans la construction, 40 % dans le tertiaire marchand et 30 % dans le tertiaire non marchand) et 8 % de non salarié. La répartition des emplois est très proche de celle de la région. Dans les secteurs concurrentiels, les activités les plus importantes ou **plus développées qu'en moyenne** s'articulent autour **des industries alimentaires et leur filière halieutique** (10 % des salariés du territoire). Les secteurs en forte interaction avec cette filière agroalimentaire sont le **commerce interentreprises** (6 %), le transport et la logistique (5 %) et une bonne part de l'intérim (4 %). Plus récemment ont progressé ou se sont implantées **les activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises principalement les centres d'appel** (3 %) et **la réparation d'équipements de communication** (2 %).

La répartition des emplois par catégorie socio-professionnelle fait ressortir les ouvriers qualifiés (16 % du total), les ouvriers non qualifiés (12 %), les professions intermédiaires de l'enseignement, la santé et la fonction publique (12 %), les employés de la fonction publique (10 %). Bien que représentant peu d'emplois, les agriculteurs et ouvriers agricoles sont proportionnellement plus nombreux du fait de l'activité de la pêche dont Boulogne-sur-Mer est le premier port de France.

Le taux d'emploi de 57 % est dans la moyenne régionale. **Le taux de chômage à fin 2013 s'établit à 14,1 %**, soit 1,3 point de plus que pour l'ensemble du Nord - Pas-de-Calais au **20^e rang national**. Le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 15 600 dont 47 % inscrits depuis plus d'un an tout comme en région. Les femmes représentent 48 % des personnes inscrites à Pôle emploi, les jeunes, 22 %.

1^{ER} PORT
DE PÊCHE
FRANÇAIS

80 %
DES ENTREPRISES
DE LA FILIÈRE
HALIEUTIQUE
RÉGIONALE

14,1 %
[TAUX DE
CHÔMAGE
À FIN 2013]

2

UNE POPULATION ACTIVE TOUJOURS EN CROISSANCE MAIS À DES RYTHMES PLUS OU MOINS SOUTENUS SELON LES DYNAMIQUES DE L'EMPLOI

+37 %

[TAUX
DE CROISSANCE
DE LA
POPULATION
ACTIVE]

De 1962 à 2010, la population active de la zone d'emploi de Boulogne-sur-Mer est passée de 51 900 à 71 000, progressant de +37 % contre +32 % pour l'ensemble du Nord - Pas-de-Calais. Le rythme de croissance a été particulièrement élevé jusqu'au milieu des années 70, près de deux fois le rythme régional. Depuis la fin des années 90, le rapport s'est inversé. Les facteurs qui ont contribué à cette évolution sont la forte variation du nombre de personnes en âge de travailler, 3^e de la région (+38 000) et celle des taux d'activité, deux fois plus que la moyenne du Nord - Pas-de-Calais (+2 900) principalement en raison de l'attractivité résultant de la bonne dynamique de l'emploi. Comme partout en région, le solde des migrations résidentielles est négatif (-22 400). Son effet est supérieur qu'en moyenne régionale avec un pic entre 1975 et 1990 et au cours des années 2000.

L'IMPORTANT
SUR-CHÔMAGE
INITIAL S'EST
PARTIELLEMENT
RÉSORBÉ

Sous l'angle économique, malgré les destructions de postes de travail durant les années 75 à 90, le bilan sur l'ensemble de la période est très positif avec une augmentation nette de l'emploi de +8 900 (+18 % contre +13 % en région) pour atteindre un total de 57 900. Le nombre de chômeurs selon les concepts de l'Insee est passé de 1 000 à 11 100. Il a été multiplié par 11 contre 26 en région. Au début des années 60, Boulogne-sur-Mer totalisait 10 % des chômeurs de la région pour un poids économique de 4 %. L'important surchômage initial s'est partiellement résorbé. La zone d'emploi accueillait quotidiennement plus de non-résidents venant y travailler que de résidents travaillant hors du territoire. Cette situation ne perdurera pas et le solde entre les entrées et les sorties est devenu négatif au fil du temps. Le phénomène des migrations alternantes malgré son intensification reste l'un des plus faibles en région.

2.1

VIVE CROISSANCE DE LA POPULATION ACTIVE DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE FAVORABLE PORTÉE PAR L'INDUSTRIE

De 1962 à 1975, la population active passe de 51 900 à 59 100. Cette hausse est l'une des plus fortes de la région exclusivement due à l'augmentation de la population en âge de travailler (+13 900). Le contexte économique est favorable. L'emploi local passe de 49 000 à 54 400 sous le double effet de l'expansion des anciennes activités de fonderie, de travail des métaux et l'implantation ou le développement d'activités de fabrication de matériel téléphonique (Compagnie Générale de Constructions Téléphoniques, 1975), de commerce et d'agroalimentaire. Les Aciéries de Paris Outreau (APO) augmentent leurs effectifs et leurs capacités de production (10 % de la consommation mondiale de ferromanganèse). Auchan crée un établissement en 1971. La filière agroalimentaire se renforce dans les activités de commerce inter entreprises, dans la conserverie de poissons et le transport-logistique ^{[2][3]}. En découle qu'une très large majorité des nouveaux actifs accède à l'emploi.

Une autre conséquence est que le nombre de chômeurs augmente deux fois moins vite qu'en région passant de 1 000 à 3 000 mais le taux de chômage au sens du recensement de la population reste l'un des plus élevés, 5 % contre 3,9 % en moyenne.

Au cours de cette période le solde entre le nombre de non-résidents venant travailler à Boulogne-sur-Mer et le nombre de résidents travaillant hors du territoire devient légèrement négatif. Cette situation s'amplifiera au cours des 25 années suivantes.

2.2 LE RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DE LA POPULATION ACTIVE VA DE PAIR AVEC LES DIFFICULTÉS DE L'INDUSTRIE

De 1975 à 1990, la population active passe de 59 100 à 63 800. La croissance est légèrement plus modérée qu'en région. C'est toujours l'augmentation de la population en âge de travailler qui contribue le plus à cette évolution (+14 600). Les migrations résidentielles se sont considérablement amplifiées (-11 200). C'est l'un des territoires régionaux les plus touchés par le déficit migratoire.

L'emploi industriel atteint son apogée au milieu des années 1970. Jusqu'à la fin des années 1980, les secteurs majeurs de la zone d'emploi rencontrent des difficultés qui conduisent à des réductions drastiques d'effectifs. La fonderie et le travail des métaux sont touchés. La plus importante société du territoire, APO, ferme puis est reprise par la Société de Ferromanganèse de Paris-Outreau (SFPO) mais après plus de 1000 licenciements sur les sites d'Outreau et Le Portel. La production de ferromanganèse se poursuivra (sous le nom de Comilog) au début des années 90. Le secteur des matériaux de construction et de la construction de matériel téléphonique entrent également dans la tourmente.

Les créations d'emploi dans l'agroalimentaire, les transports et la logistique, le commerce et la santé ne compensent pas totalement les pertes dans l'industrie. L'emploi total régresse de 54 400 à 49 900. Le nombre de chômeurs passe de 3 000 à 10 900.

Le nombre d'actifs non-résidents venant travailler à Boulogne-sur-Mer est désormais inférieur de -1 500 au nombre de résidents travaillant hors du territoire.

2.3 RETOUR DES CRÉATIONS D'EMPLOI MAIS NOUVEAU RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DE LA POPULATION ACTIVE

Après s'être maintenue quasiment au même rythme qu'en région les 15 années précédentes, la croissance de la population active décroche à nouveau et est désormais l'une des plus faibles du Nord - Pas-de-Calais.

Le nombre d'actifs passe de 63 800 à 71 000 entre 1990 et 2010.

L'évolution de la population en âge de travailler ralentit (+9 700), la variation des taux d'activités a une contribution plus importante qu'antérieurement (+3 800) et le solde des migrations résidentielles s'atténue (-6 800).

Bien que l'industrie continue de détruire des emplois, excepté le secteur de l'agroalimentaire, les créations dans la construction, le commerce, les services aux particuliers et les services non-marchand permettent d'afficher un solde positif (+7 200) pour un total de 57 900 favorisant l'accès au marché du travail et la hausse des taux d'activité.

En 2003, après maintes convulsions, la production de ferromanganèse s'interrompt avec la fermeture de la Comilog. L'activité commerciale du port s'en trouve particulièrement affectée car plus de 50 % du trafic était généré par les importations et exportations liées à ce secteur. Le dernier témoin du passé sidérurgique de l'agglomération boulonnaise est l'usine Outreau Technologies.

La friche de 40 hectares sera reconvertie en terminal roulier et en zone multi-activités avec des réussites inégales. Le trafic passager transmanche malgré plusieurs tentatives a cessé. Le transport de marchandises ne se renforce pas autant qu'espéré. Dans l'agroalimentaire, le site qui permet une extension de Capécure a accueilli de nouvelles entreprises (Marine Harvest) ou des déménagements (Capitaine Houat, Scamer). L'ensemble du secteur a progressé alors qu'il s'effrite en région. La filière halieutique représente 50 % des effectifs et s'appuie sur l'effet levier du pôle de compétitivité Aquimer. Elle reste cependant peu exportatrice (10 % du chiffre d'affaires) alors que la consommation des ménages français ne progresse plus depuis 2011^[1].

Dans le tertiaire, les secteurs qui créent le plus d'emplois sont le commerce, la restauration, l'intérim, l'action sociale. Pour les émergents, ce sont les centres d'appel (d'implantation récente en 2003), la réparation d'équipements de communication (ancienne entreprise reconvertie dans la téléphonie mobile dont elle assure 50 % du service après vente en France).

Le nombre de chômeurs passe de 10 900 à 11 100 après un pic à 13 000 en 1999. La hausse est plus faible qu'en région.

Le solde des migrations alternantes, différence entre le nombre de non-résidents venant travailler à Boulogne-sur-Mer et le nombre de résidents travaillant hors du territoire, s'établit à -2 100.

L'EMPLOI
INDUSTRIEL
ATTEINT SON
APOGÉE AU
MILIEU DES
ANNÉES 1970

PRODUCTION
DE 10 % DE LA
CONSOMMATION
MONDIALE DE
FERROMANGANÈSE

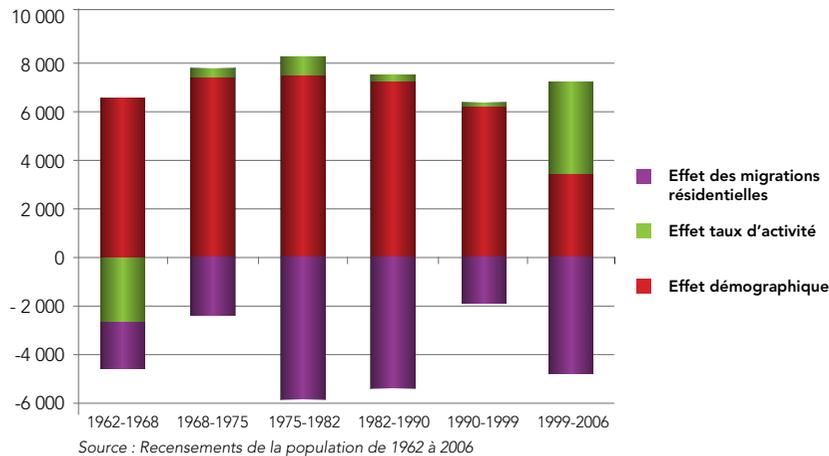
EXTENSION
DE CAPÉCURE

VARIATION DE LA POPULATION ACTIVE SELON :

LES EFFETS SOCIODÉMOGRAPHIQUES

	Population active en fin de période	Variation totale sur la période	dont effet démographique	dont effet taux d'activité	dont effet des migrations résidentielles
1962-1968	53 900	+2 000	+6 600	-2 700	-2 000
1968-1975	59 100	+5 200	+7 300	+500	-2 600
1975-1982	61 600	+2 500	+7 400	+1 000	-5 900
1982-1990	63 800	+2 200	+7 200	+300	-5 300
1990-1999	68 200	+4 400	+6 300	+100	-1 900
1999-2006	70 500	+2 300	+3 400	+3 700	-4 800

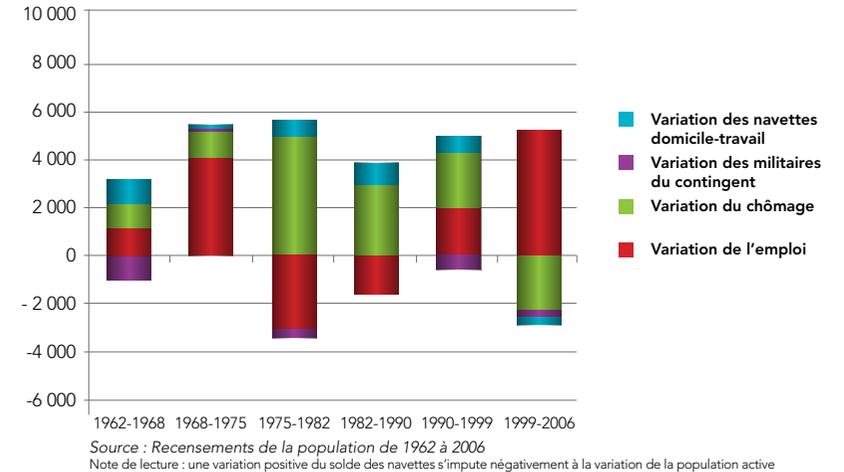
Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : Δ population active = Δ effet démographique + Δ effet taux d'activité + solde des migrations résidentielles



L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

dont variation de l'emploi	dont variation du chômage	dont variation des militaires du contingent	dont variation du solde des navettes domicile-travail
+1 200	+1 000	-1 100	-900
+4 100	+1 000	+100	-100
-3 000	+5 000	-200	-600
-1 500	+2 900	+0	-900
+2 000	+2 300	-600	-700
+5 200	-2 400	-200	+300

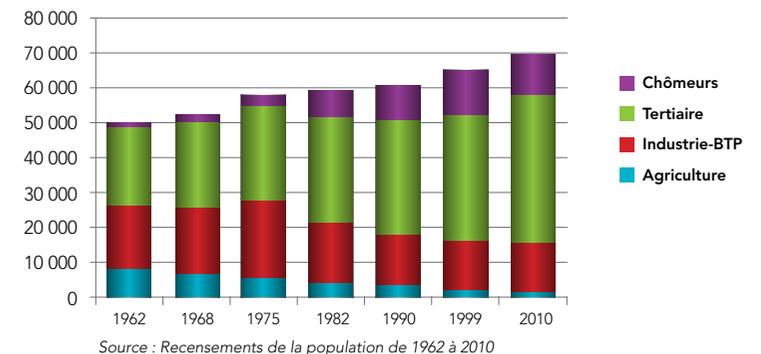
Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : Δ population active = Δ emploi + Δ chômage + Δ militaires du contingent - Δ solde des navettes



EMPLOI AU LIEU DE TRAVAIL ET CHÔMEURS AU LIEU DE RÉSIDENCE

	Agriculture	Industrie-BTP	Tertiaire	Emploi au lieu de travail	Chômeurs
1962	7 200	18 700	23 100	49 000	1 000
1968	6 700	19 000	24 600	50 300	2 000
1975	5 200	22 400	26 800	54 400	3 000
1982	4 100	17 300	29 900	51 400	8 000
1990	3 100	14 800	31 900	49 800	10 900
1999	2 300	13 300	36 300	51 900	13 000
2010	1 700	12 600	43 600	57 900	11 100

Source : Recensements de la population de 1962 à 2010



2.3.1 DANS LES SECTEURS CONCURRENTIELS, L'EMPLOI PROGRESSE CONSIDÉRABLEMENT JUSQU'À LA CRISE DE 2008

Sur le champ des secteurs concurrentiels, Boulogne-sur-Mer fait partie des territoires dont la croissance de l'emploi a été interrompue par la crise de 2008. Le point haut de l'emploi a été atteint fin 2007 (38 900). Depuis, **le territoire a particulièrement été touché par le ralentissement de l'activité économique, -8,6 % contre -4,5 %** sans aucune année de répit. Le nombre d'emplois a décliné de -3 300 pour un total de 35 600.

De 1993 à fin 2007, l'industrie de faible technologie se maintient grâce à l'industrie agroalimentaire et sa filière halieutique alors que l'emploi est en forte décroissance en région. C'est dans ces activités que le territoire est le plus spécialisé comparativement à la région mais également à la France. Les autres secteurs industriels sont soit peu importants, soit en forte décroissance (métallurgie). Au final, les effectifs de l'industrie se contractent de -14 % contre -19 % dans le Nord - Pas-de-Calais entre fin 1993 et fin 2007.

Dans le tertiaire, les activités de services aux particuliers et entreprises à moindre concentration en connaissance sont un peu plus développées qu'en moyenne mais le commerce, les transports et la logistique progressent moins qu'en région contrairement à la restauration. Les services non high-tech (travail temporaire, activités juridiques et comptables) représentent à peu près la même proportion d'emplois qu'en région et évoluent de la même façon. L'ensemble des activités tertiaires affiche des créations d'emploi de +41 % contre +46 % pour l'ensemble des zones d'emploi.

La construction s'adjuge une croissance des effectifs très supérieure à la moyenne régionale, +39 % contre +23 % en moyenne.

Le bilan global affiche une progression de +22 % contre +21 % dans le Nord - Pas-de-Calais jusqu'à fin 2007.

La crise de 2008 interrompt cette dynamique favorable dans les secteurs anciennement porteurs ou accentue les pertes dans l'industrie.

C'est le cas pour les industries de technologie moyenne-inférieure (baisse des effectifs de -31 % contre -21 % en région) avec les secteurs de la métallurgie, la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques et la fabrication de produits métalliques. L'industrie de faible technologie qui avait préservé ces positions précédemment détruit désormais des



L'ÉVOLUTION
DE L'EMPLOI EST
PORTÉE PAR LE
DÉVELOPPEMENT
DES FONCTIONS
TERTIAIRES ET
DES PROFESSIONS
INTERMÉDIAIRES
OU
D'ENCADREMENT

emplois (-12 % contre -18 % en moyenne). La filière halieutique qui représente toujours 50 % du secteur a un peu mieux résisté (-4 %).

Dans le tertiaire, hormis les services financiers (+2 % comme en région) et les activités de services présentiels à forte concentration en connaissance, principalement l'hébergement médico-social et social, l'action sociale sans hébergement et la santé (+7 % contre +9 % en région), tous les secteurs sont à la peine et plus particulièrement l'intérim (-37 %), le commerce inter-entreprises (-16 %), les transports (-4 %) et la restauration (-3 %).

La construction souffre un peu moins qu'en région. La baisse des effectifs est un peu plus contenue (-6 % contre -9 % en moyenne).

Au final, des années 90 à fin 2013, l'emploi des secteurs concurrentiels a moins progressé que dans l'ensemble du Nord - Pas-de-Calais, +12 % contre +16 %.

2.3.2 LA REDISTRIBUTION DE LA QUALIFICATION DES EMPLOIS DISPONIBLES

Cette recomposition économique s'est traduite par une transformation des emplois. Selon l'Insee entre 1999 et 2010, le territoire a perdu -900 emplois d'ouvriers qualifiés. Dans le même temps ont été créés +1 800 emplois de services directs aux particuliers, +1 300 de professions intermédiaires de l'enseignement, la santé et la fonction publique, +1 200 emplois d'ouvriers non qualifiés, +900 de professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises, +800 de cadres d'entreprises, +800 d'employés de commerce. Si les métiers d'ouvriers semblent globalement préservés, l'évolution de l'emploi est portée par le développement des fonctions tertiaires et des professions intermédiaires ou d'encadrement.

2.4 UN TERRITOIRE MODÉRÉMENT DÉPENDANT DE SES VOISINS GÉOGRAPHIQUES EN TERME DE FLUX DE MAIN D'ŒUVRE

Le nombre de personnes quittant quotidiennement le territoire pour travailler est désormais supérieur au nombre de personnes résidant en dehors et venant y travailler. Le solde négatif entre les

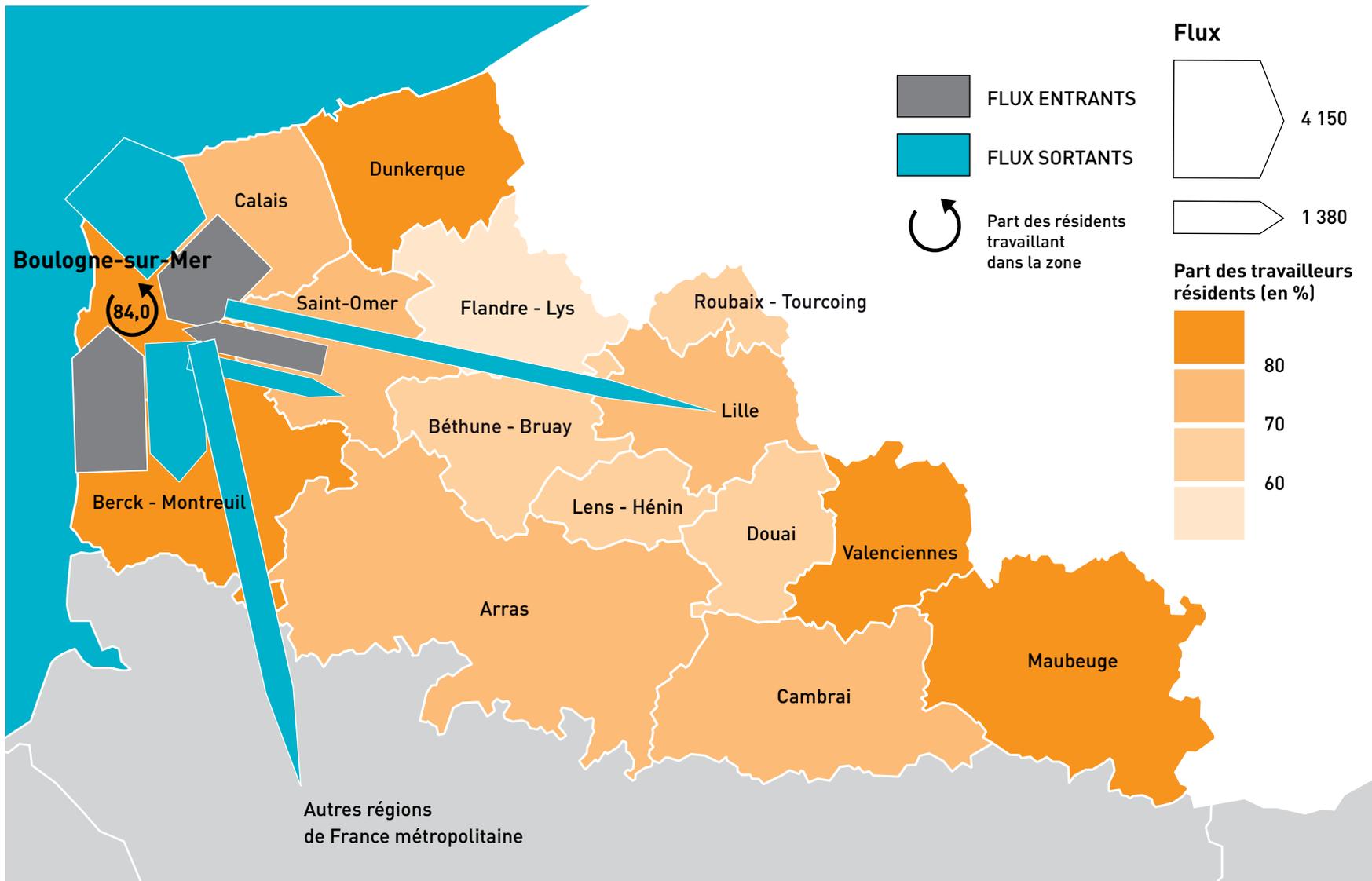
entrées et les sorties s'est accentué au fil des ans pour atteindre -2 000 actifs permettant de résorber en partie le sur-chômage du territoire. Les migrations alternantes restent toutefois mesurées comparativement à des territoires comme Flandre - Lys ou Douai. 16 % des résidents de la zone d'emploi de Boulogne-sur-Mer travaillent hors du territoire (7 % vers Calais, 3 % vers Berck - Montreuil, 2 % vers d'autres régions, 1 % vers Saint-Omer et Lille). Le mouvement inverse est encore plus modéré. 13 % des emplois locaux sont occupés par des non-résidents (5 % en provenance de Calais, 4 % de Berck - Montreuil, 2 % de Saint-Omer).

2.5 UNE POPULATION ACTIVE QUI POURRAIT DIMINUER À L'HORIZON 2030

Le rythme de croissance de la population active bien que s'atténuant dès le milieu des années 70 a toujours été positif. Selon l'Insee, le territoire s'engagerait dans une phase négative entre 2012 et 2030. En rythme annuel, le nombre d'actifs baisserait de -1,6 ‰ contre +0,1 ‰ pour la région Nord - Pas-de-Calais plaçant Boulogne-sur-Mer parmi les zones d'emploi les plus touchées par la décroissance. Le déficit des migrations résidentielles se poursuivrait. La population en âge de travailler décroîtrait après 50 ans de hausse. Seule la variation des taux d'activité, supérieure à celle du Nord - Pas-de-Calais aurait une contribution positive. En cas de maintien ou de croissance de l'emploi, cela pourrait à terme permettre de réduire le nombre de chômeurs.



FLUX DOMICILE-TRAVAIL DE LA ZONE D'EMPLOI DE BOULOGNE-SUR-MER



© IGN-Insee 2013
 Source : Recensement de la population 2009, exploitation complémentaire (Insee)

3

DES VECTEURS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CENTRÉS SUR DES ACTIVITÉS HISTORIQUES, LEADERS EUROPÉENS

Le territoire de Boulogne-sur-Mer est le premier port de pêche de France avec un tonnage variant autour des 35 000 tonnes. Si le secteur de la pêche n'est plus en expansion (quotas, flotte), c'est au travers des approvisionnements largement extra-communautaires (plus de 350 000 tonnes de produits de la mer débarqués par an au port de Boulogne-sur-Mer) que la filière halieutique a pu croître et devenir leader européen. Tous les métiers de la filière sont présents, le mareyage, le filetage manuel et mécanique, la conserve, la salaison et la transformation mais également la valorisation des produits, coproduits et l'alimentation animale. Sont également présentes des entreprises de conditionnement et de préparation de produits élaborés et de plats cuisinés.

ZONE
INDUSTRIALO-
PORTUAIRE DE
CAPÉCURE

La zone industrialo-portuaire de Capécure à Boulogne-sur-Mer, plateforme internationale de transformation, de commercialisation et de distribution des produits aquatiques frais et congelés, accueille un grand nombre d'entreprises de la filière de la pêche à la logistique (présence des plus importantes capacités d'entrepôt frigorifique de la moitié nord de la France). Cette zone dense et dynamique mais de conception ancienne est aujourd'hui en cours d'extension sur l'ancien site de la Comilog. Un parc d'activité labellisé HQE de 20 ha et un terminal roulier spécialisé ont été réalisés et des implantations ou transferts d'entreprises ont déjà eu lieu.

PÔLE NATIONAL
DE COMPÉTITIVITÉ
« AQUIMER »

Pour développer, diversifier et innover dans ce registre d'activités très spécifiques, la zone d'emploi de Boulogne-sur-Mer peut compter sur des structures diverses tant dans le domaine du développement économique, de la recherche, de la formation que de la mise en synergie des différents partenaires privés et publics.

PLATE-FORME
D'INNOVATION
(PFI) « NOUVELLES
VAGUES »

En premier lieu, Boulogne-sur-Mer est le siège du Pôle national de compétitivité « Aquimer ». Ses objectifs sont de contribuer à la compétitivité des entreprises en favorisant la pérennisation et le développement de leurs activités grâce à la R&D et à l'amélioration et la diffusion des technologies. Le mode de fonctionnement collaboratif

permet de mettre en relation les entreprises (le besoin) et les offres de services des différentes structures de recherche mobilisables sur les thématiques de la filière :

- Maximiser les ressources disponibles et créer de nouvelles ressources (aquaculture) dans une perspective de développement durable ;
- Positionner les produits aquatiques dans l'alimentation du futur (produits à plus forte valeur ajoutée pour lutter contre la concurrence des nouveaux pays producteurs, évolutions de la demande) ;
- Modifier les fondamentaux de l'industrie aquatique pour faire émerger de nouvelles approches métiers et technologiques (productivité et éco responsabilité).

Le Pôle compte 135 membres dont 87 entreprises, 27 centres de compétence, 15 syndicats professionnels et 6 institutionnels. 106 projets sont labellisés dont 73 financés pour un budget global de 189 M€.

Le Pôle Aquimer collabore avec 17 pôles de compétitivité dont MATIKEM (Matériaux, Chimie et Chimie verte – ex-pôle MAUD), Nutrition Santé Longévité (NSL). En 2012, une convention a été signée avec NSL pour travailler sur la sélection variétale, le FEED (nutrition animale) et la sécurité sanitaire des aliments. Parmi les projets, ALGOHUB, financé dans le cadre du dispositif OSEO-ISI, vise à maîtriser la production de micro-algues aux composés d'intérêt pour des applications dans les domaines de la nutrition, la santé, la cosmétique, la pharmaceutique et l'aquaculture. Le laboratoire de recherche du groupe Roquette est particulièrement impliqué.

Le Pôle AQUIMER porte également la Plate-Forme d'Innovation (PFI) « Nouvelles Vagues » labellisée par l'Etat en septembre 2011. Cette plateforme vise à apporter aux acteurs économiques et scientifiques de la filière pêche et aquaculture des moyens mutualisés de recherche et d'innovation en vue d'améliorer la valorisation des produits et coproduits aquatiques et de favoriser le développement

d'une aquaculture durable. Depuis la signature d'un avenant au pacte d'actionnaires en mai 2012, elle comporte 30 actionnaires et dispose d'un capital social de 1,2 M€.

La PFI Nouvelles Vagues est structurée en deux départements :

- le Département Aquaculture (DA) qui comprendra une station de pompage et des bassins d'essais et constituera une véritable station pilote d'aquaculture ;
- le Département Technologie et Analyses (DTA) qui s'inscrit dans la continuité des activités d'Haliomer en ce qui concerne la R&D, le développement de prestations technologiques à façon ou sur catalogue pour les entreprises et les analyses.

Parmi les centres de compétence, l'université et les laboratoires locaux s'intègrent dans la logique collaborative des projets retenus.

L'Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO) coopère avec l'industrie agro-alimentaire et la filière halieutique au niveau national, voire européen.

LES ORGANISMES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT SONT PRINCIPALEMENT LIÉS AU PÔLE AQUATIQUE.

- L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES ex AFSSA) à Boulogne-sur-Mer, laboratoire d'études et de recherche sur les produits de la pêche travaille en liaison avec le Laboratoire d'Études et de Recherche sur la Qualité des Aliments et des Procédés Agroalimentaires (LERQAP - ANSES Maisons Alfort). Il développe des méthodes de détection, de caractérisation et de quantification d'agents pathogènes (micro-organismes et parasites) présents dans les poissons, les coquillages et les crustacés.
- Le Centre d'Expérimentation et de Valorisation des Produits de la Mer (CEVPM) à Boulogne sur Mer, créé en 1986, est un centre technique de filière, spécialisé dans la transformation alimentaire des produits aquatiques. Il contribue au développement de

nouveaux produits alimentaires, à l'accompagnement de créateurs d'entreprises, à la formation. C'est aussi un laboratoire d'analyses pour le contrôle qualité des produits (chimie, microbiologie, examens organoleptiques...).

- L'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (IFREMER) Manche - Mer du Nord à Boulogne-sur-Mer compte 3 laboratoires :
 - le laboratoire Ressources Halieutiques Boulogne (RH) assure d'une part le suivi des ressources halieutiques et de leur exploitation en Manche orientale et mer du Nord et d'autre part des projets de recherche axés sur la modélisation des écosystèmes ;
 - le laboratoire Environnement Ressources de Boulogne évalue la qualité des eaux littorales du Nord - Pas-de-Calais et de la Picardie ;
 - un département Essais et Recherches Technologiques, doté d'un bassin d'essais d'hydrodynamique appliquée, aux caractéristiques uniques en Europe. Cette unité mène des recherches et des expérimentations sur l'hydrodynamique des engins sous-marins et des nouveaux concepts offshore. Le bassin d'essais offre des possibilités de démonstration et de formation. Son environnement expérimental constitue un pôle hydrodynamique de position et de renommée internationale.

L'ensemble de ces structures auxquelles se joint la station marine de Wimereux (Département de l'Université Lille1 - Sciences et Technologies, membre du Réseau des Stations et Observatoires Marins) travaillent de concert au sein du Groupement d'Intérêt Scientifique « Campus International de la Mer et de l'Environnement Littoral » installé depuis septembre 2012 au Centre Universitaire Capécure de Boulogne-sur-Mer.

Le territoire dispose également d'une offre de formation dédiée à la filière halieutique avec le Centre de Formation aux Produits de la Mer (CFPM) qui accueille entre 800 et 1 000 élèves par an en formation continue et le Lycée Professionnel Maritime du Portel orienté vers les formations aux métiers de la pêche.

AGENCE
NATIONALE
DE SÉCURITÉ
SANITAIRE DE
L'ALIMENTATION,
DE
L'ENVIRONNEMENT
ET DU TRAVAIL
(ANSES)

INSTITUT
FRANÇAIS DE
RECHERCHE POUR
L'EXPLOITATION
DE LA MER
(IFREMER)
MANCHE - MER
DU NORD

CENTRE
D'EXPÉRIMENTATION
ET DE VALORISATION
DES PRODUITS
DE LA MER (CEVPM)

DANS LA FONDERIE, UN LEADER EUROPÉEN.

Outreau Technologies, appartenant au groupe Vossloh Cogifer, est une fonderie spécialisée dans la conception et la fabrication de tous types de cœurs de voie destinés aux infrastructures ferroviaires. La production annuelle est exportée dans toutes les régions du monde. Les prévisions de croissance du chiffre d'affaires sont excellentes dans le contexte notamment de la modernisation du réseau ferré français (40 % du CA). L'entreprise investit pour augmenter ses capacités de production, concevoir des produits plus complexes (moins concurrencés par les producteurs low-cost) et mettre en œuvre de nouveaux procédés de fabrication (prédurcissement de l'acier par explosion pour augmenter la durée de vie des cœur de voie).

UNE ORIENTATION TOURISTIQUE RÉAFFIRMÉE.

Bien que disposant d'une ville fortifiée et labellisée « Ville d'Art et d'Histoire », d'un musée-château (30 000 visiteurs/an), d'une basilique dotée d'une crypte du XII^e siècle, d'un port qui permet de découvrir la filière halieutique et d'autres nombreux lieux de visite, l'offre touristique du Boulonnais est incarnée depuis plus de vingt ans en un seul site emblématique, Nausicaa, tant celui-ci demeure l'équipement structurant phare du territoire.

Inauguré en 1991, **Nausicaa** est bien plus qu'un « grand aquarium » permettant de découvrir 36 000 créatures marines issues de toutes les mers du monde et bien mieux qu'un parc d'attraction... Dénommé également « Centre National de la Mer », il est un centre de culture scientifique, véritable lieu d'excellence qui conjugue tout à la fois les dimensions ludique, pédagogique, scientifique et expérimentale.

Nausicaa est une locomotive économique pour l'ensemble du Boulonnais où plus de 150 salariés (représentant 23 métiers) s'affairent pour accueillir chaque année en moyenne plus de 600 000 visiteurs (dont plus de 30 % d'étrangers, principalement Belges et Britanniques) ce qui en fait un fleuron du tourisme régional. A lui seul, l'équipement génère des dépenses annuelles estimées à plus de 30 M€, chaque visiteur dépensant en moyenne 50€ dans l'économie touristique du territoire (hors billet d'entrée et achats in situ).

Après plusieurs extensions majeures (1998, 2006) destinées à étendre la zone de chalandise pour attirer de nouveaux visiteurs et encourager les visites multiples des clientèles fidèles, Nausicaa a désormais l'ambition de devenir l'un des plus grands centres aquatiques d'Europe et va pour cela se transformer lors d'une mue qui durera plus de 3 ans (études et travaux).

PRÉVU POUR UNE OUVERTURE EN 2018, LE PROJET DE « GRAND NAUSICAA » CONSISTE EN LA CRÉATION DE NOUVEAUX PÔLES D'ATTRACTIONS MAJEURS :

création d'un bassin de 10 000 m³ (unique en Europe) et d'une profondeur de 9 mètres abritant de nombreuses espèces inédites liées à la haute mer, constitution d'un village inuit intégrant morses et manchots, réalisation d'une salle 4D, etc. Ces nouveaux espaces doubleront la superficie de l'équipement et offriront un total de 20 000 m³ de bassins (contre 5 000 aujourd'hui) tout en respectant la philosophie générale du projet axée sur le développement durable (utilisation d'énergies renouvelables).

L'enjeu de ce projet de 85 M€ est d'attirer chaque année 1 million de visiteurs qui se verront proposer une nouvelle expérience de visite, d'une durée minimale de 5h. Cette nouvelle offre vise l'allongement du séjour des touristes dans la double optique d'une augmentation du nombre de nuitées et des dépenses annuelles (50 M€) bénéfiques à l'ensemble du territoire. D'ores et déjà, le tourisme procure un revenu par habitant de 1 400€ par an et classe le territoire au 2^e rang régional derrière Berck - Montreuil ^[4].

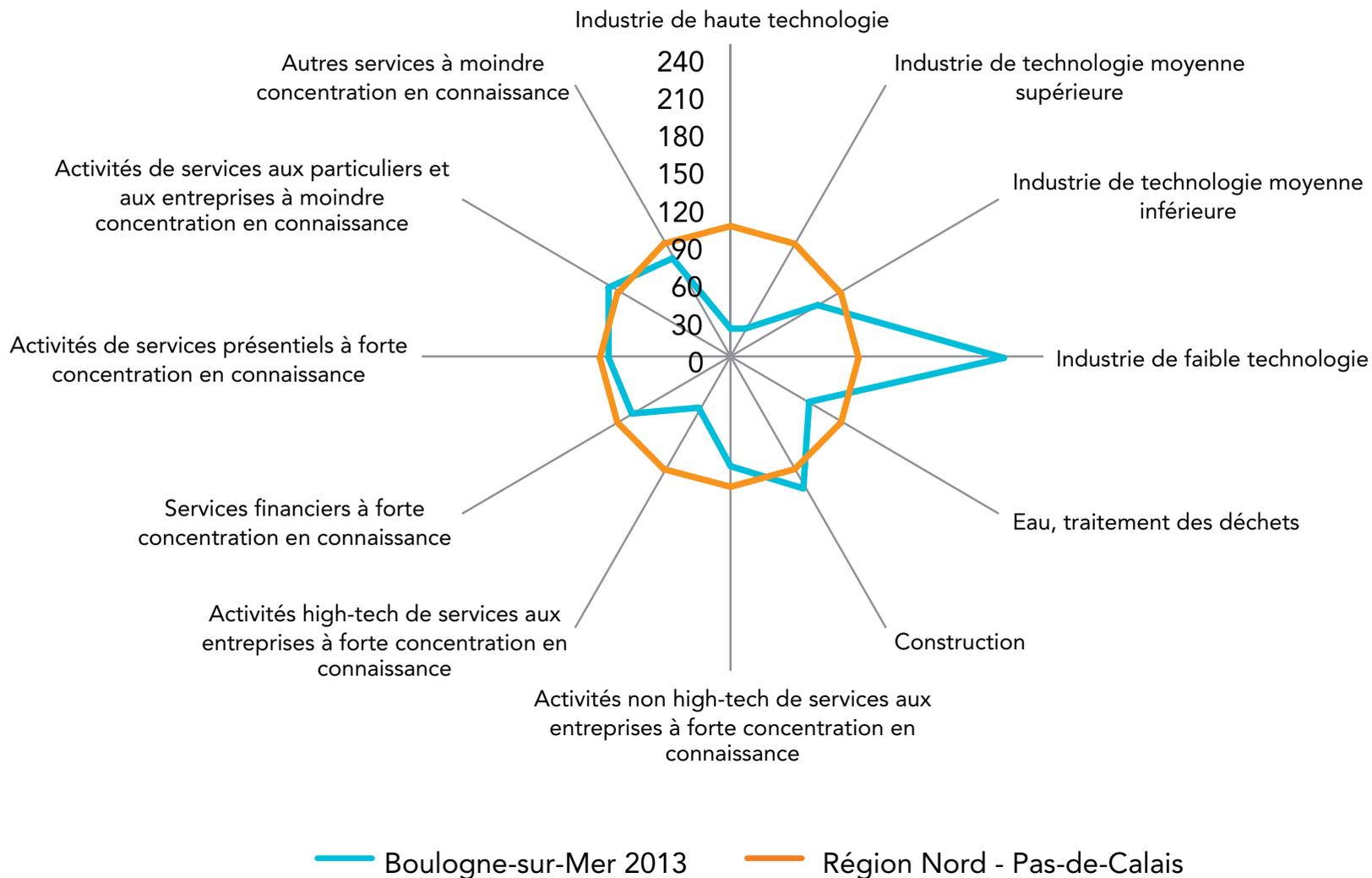
BOULOGNE-
SUR-MER EST
LABELLISÉE
VILLE D'ART ET
D'HISTOIRE

NAUSICAA,
CENTRE
NATIONAL
DE LA MER,
PLUS DE 600 000
VISITEURS

LE TOURISME
PROCURE LE 2^E
REVENU PAR
HABITANT EN
RÉGION



DES VECTEURS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CENTRÉS
SUR DES ACTIVITÉS HISTORIQUES, LEADERS EUROPÉENS



Source : Acoiss. Calculs : Direccte Nord - Pas-de-Calais
 Champ : secteur concurrentiel hors agriculture et énergie
 Note de lecture : lorsque le tracé du territoire est à l'extérieur du tracé régional, l'activité est plus développée sur le territoire.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI ENTRE FIN 2007 ET FIN 2013

ACTIVITÉ	Effectif	Part dans l'emploi	Spécificité	Évolution 2007 > 2013	Évolution en région
Industrie de haute technologie dont : Aéronautique Fab prod informatiques, électroniques et optiques Industrie pharmaceutique	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif	+18,5 %
Industrie de technologie moyenne supérieure dont : Construction de matériel ferroviaire roulant Fab prod métalliques, à l'except machines et équipements Fab de machines et équipements n.c.a. Fabrication d'équipements électriques Industrie automobile Industrie chimique	400	1,3 %	25	-1,4 %	-16,8 %
Industrie de technologie moyenne inférieure dont : Fab d'autres produits minéraux non métalliques Fab produits en caoutchouc et en plastique Fab prod métal, à l'except machines et équipements Imprimerie et reproduction d'enregistrements Métallurgie	1 700	4,9 %	79	-31,4 %	-21,4 %
Industrie de faible technologie dont : Industries alimentaires Fabrication de textiles Industrie de l'habillement Industrie du papier et du carton	4 300	12,5 %	213	-11,6 %	-18,0 %
Eau, traitement des déchets	300	0,8 %	70	-14,6 %	+2,8 %
Construction	3 300	9,5 %	116	-5,7 %	-8,7 %
Activités non high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance dont : Act d'architecture et d'ingénierie; act contrôle, analyses techniques Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion Activités juridiques et comptables Activités liées à l'emploi Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 100	8,9 %	84	-25,2 %	-14,7 %
Activités high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance dont : Programmation, conseil et autres activités informatiques Recherche-développement scientifique Services d'information Télécommunications	400	1,2 %	46	-10,7 %	+5,4 %
Services financiers à forte concentration en connaissance	1 200	3,4 %	87	+1,8 %	+1,8 %
Activités de services présentiels à forte concentration en connaissance dont : Édition Activités pour la santé humaine Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire Enseignement Hébergement médico-social et social et action sociale	5 400	15,6 %	93	+7,0 %	+9,3 %
Activités de services aux particuliers et aux entreprises à moindre concentration en connaissance dont : Transports terrestres et transport par conduites Entreposage et services auxiliaires des transports Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises Commerce Hôtellerie/restauration	13 400	38,6 %	109	-4,7 %	+0,9 %
Autres services à moindre concentration en connaissance dont : Activités de poste et de courrier Activités des organisations associatives Autres services personnels	1 100	3,2 %	87	-15,5 %	-6,9 %
Total général	34 700	100,0 %		-8,4 %	-4,6 %

Source : Acoess. Calculs : Direccte Nord - Pas-de-Calais.

Champ : secteur concurrentiel hors agriculture et énergie

Note de lecture : l'indice de spécificité est le multiple de 100 du rapport entre le poids du secteur dans la zone étudiée et celui de la zone de référence. Une valeur supérieure à 100 indique que le secteur est plus développé dans la zone étudiée que dans la zone de référence.

Références bibliographiques

- [1] CCI Nord de France et CCI Côte d'Opale [2014], État des lieux et enjeux de la filière halieutique en Nord - Pas-de-Calais, Horizon Éco, Analyse filières, n°186, septembre.
- [2] Insee, « Panorama des zones d'étude du Nord - Pas-de-Calais – Zone 26 Boulogne-sur-Mer », Les Dossiers de Profils, n°17.
- [3] Insee [1997], « Trois décennies de mutations économiques », Les Dossiers de Profils, n°44, mai.
- [4] Panorama du tourisme Nord - Pas-de-Calais, Assises du tourisme, Le tourisme, une chance pour la France : http://www.nord-pas-de-calais.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/Panorama_du_Tourisme_NPDC_Assises_Tourisme.pdf.
- Direccte Nord - Pas-de-Calais [2012], « Vingt ans de recomposition économique dans la zone d'emploi de Boulogne-sur-Mer », novembre 2012.
- Serge Dormard, « L'économie du Nord – Pas-de-Calais, histoire et bilan d'un demi-siècle de transformations », Septentrion – Presses Universitaires.
- Direccte Nord - Pas-de-Calais [2014], « Le dossier de conjoncture Nord - Pas-de-Calais – Situation à fin décembre 2013 », Les Synthèses de la Direccte, n°30, avril.
- Direccte, DREAL [2009], « Enjeux pour l'industrie du Nord - Pas-de-Calais », octobre.
- Insee [2013], « 70 ans de dynamique de population active en Nord – Pas-de-Calais », Pages de Profils, n°132, juin.
- Insee [2011], « Les espaces du Nord - Pas-de-Calais – Trajectoires, enjeux et devenir – Mutations et polarités économiques – Fascicule 2 », Les Dossiers de Profils, n°105, décembre.
- Secrétariat Général pour les Affaires Régionales [2003], « Le Nord - Pas-de-Calais : une région, des territoires », novembre.

MÉTHODOLOGIE

Indice de formation

L'indice de formation prend une valeur de 0 à 4 : 0 si l'ensemble de la population observée n'a pas de diplôme à 4 si tous possèdent un diplôme de niveau II ou I.

Évolution de la population active

La population active d'un territoire se compose des personnes résidentes, ayant un emploi ou qui en recherchent un. Son évolution peut être appréhendée selon deux approches : sociodémographique ou par le marché du travail.

L'approche sociodémographique décompose l'évolution de la population active en trois facteurs :

- L'effet démographique indique la variation du nombre de personnes en âge de travailler, résultant de la déformation de la pyramide des âges ;
- L'effet taux d'activité indique la variation des taux d'activité à chaque âge, au cours de la période ;
- Le solde des migrations résidentielles est la différence entre les entrées et les sorties des actifs.

Δ population active = Δ effet démographique + Δ effet taux d'activité + solde des migrations résidentielles

L'approche marché du travail décompose l'évolution de la population active en quatre effets distincts :

- L'évolution du nombre d'emplois au lieu de travail dans la zone ;
- L'évolution du nombre de chômeurs ;
- L'évolution du nombre de militaires du contingent ;
- La variation du solde des navettes domicile-travail de la zone.

Δ population active = Δ emploi + Δ chômage + Δ militaires du contingent – Δ solde des navettes

Emplois des sphères présentielle et non présentielle

- Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.
- Les activités non présentielles sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises correspondantes.

Nomenclature Eurostat "Manufacturing High Technology Knowledge-Intensive Services" (MHTKIS)

Le niveau d'intensité de la R&D et la valeur ajoutée ont servi de critères de classement des secteurs de l'industrie manufacturière en haute technologie, technologie moyenne-supérieure, technologie moyenne-inférieure et faible technologie.

Les services sont principalement regroupés en fonction de la part des personnes ayant suivi des études supérieures en services à forte concentration en connaissance et des services à moins forte concentration en connaissance.

Cette nomenclature comporte au final quatre niveaux dans l'industrie et six dans les services (quatre dans les services à forte concentration en connaissance et deux dans les services à moindre concentration en connaissance).

Sources des données emploi

- Recensements de la population de 1962 à 2011, Insee
- Estimations d'emploi 2011, Insee
- Emplois salariés des secteurs concurrentiels de 1993 à 2007, Unédic
- Emplois salariés des secteurs concurrentiels de 2007 à 2013, Urssaf
- Direccte Nord - Pas-de-Calais [2014], « Repères emploi Nord - Pas-de-Calais - Situation à fin décembre 2013 », revue mensuelle n° 58, janvier.

entreprises **travail** régulation
emploi développement économique
tourisme **dialogue social**
formation tout au long de la vie
international **compétitivité**
régulation concurrentielle



Direccte Nord - Pas-de-Calais

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence,
de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Les Arcades de Flandre • 70 rue Saint-Sauveur • BP 456 - 59021 LILLE Cedex
Tél. 03 20 96 48 60 • Fax. 03 20 52 74 63
Internet : <http://www.nord-pas-de-calais.direccte.gouv.fr>

Document réalisé par la Mission Synthèse
de la Direccte Nord - Pas-de-Calais

